

Déclaration CGT STMicroelectronics,

au Conseil d'Administration ST SA du 30 mars 2016 :

Des annonces majeures ont été faites par la direction de STMicroelectronics le 27 janvier 2016 : **décision de stopper nette toutes les activités « numériques » avancées de l'entreprise, de faire un plan de départs volontaires de 430 personnes sur 3 ans et un plan de mobilités internes de 600 personnes en France. Les salariés de CPD des autres pays sont quant à eux licenciés.**

Dans les faits, c'est une régression majeure de l'entreprise qui est annoncé : régression sur le nombre de produits développés, régression sur le nombre de marchés adressés, régression des méthodologies de designs complexes, régression en termes d'emplois, régression des ambitions technologiques de STMicroelectronics, ... C'est l'ensemble de l'entreprise qui est menacée à court terme, et donc l'industrie microelectronique en Europe va subir un affaiblissement majeur.

En termes de stratégie, il s'agit en fait d'une gestion financière et boutiquière de l'entreprise, marquée par un manque de connaissance des marchés, et un manque récurrent d'investissements.

Malgré tout, un travail considérable a été effectué par nos collègues de CPD pour revenir au premier plan avec une gamme de produits correspondant aux attentes du marché. En août 2014, un nouveau manager a été nommé à CPD. M. Philippe NOTTON **avait pour mission de redévelopper l'activité en 3 ans**. Un travail de fond a été fait et de nouveaux produits ont été présentés au CES de Las Vegas en janvier dernier, juste avant les annonces. **Ces produits ont été très bien reçus par les clients et ce sont révélés plus avancés que ceux de nos concurrents. Ce qui laissait espérer un redémarrage de l'activité pour les années 2016-2017.** Et c'est précisément au moment où les produits phares de ST commencent à être reconnus au plan international que la décision d'arrêter est annoncée, détruisant plus de 20 ans de travail et d'investissements. **Cet immense gâchis crée beaucoup d'incompréhensions et de la colère parmi les salariés.**

Cette activité arrêtée est la partie la plus complexe de tous les produits de ST. Elle nécessite de l'investissement, des développements complexes conjoints hardwares et softwares, mais aussi le développement de technologies très avancées, dont la R&D (process à Crolles, système et sécurité à Grenoble, Le Mans et Paris). Elle s'appuie aussi sur tous les tissus économiques locaux (Universités, sous-traitance, CEA-LETI, ...). Les brevets, les avancées et les technologies développés irriguent ensuite toutes les autres activités de STMicroelectronics. **En arrêtant les investissements et les développements nécessaires à cette activité, la direction hypothèque l'avenir de toutes ses autres activités, notamment l'automobile et les microcontrôleurs.** Ce n'est pas dans 10 ans que nous en subirons les conséquences, mais dans 3 ou 4 ans !

La direction de STMicroelectronics sort du numérique, avec comme conséquence une perte de compétences énorme et un affaiblissement immédiat des sites de Grenoble, Crolles, Paris et le Mans.

Nous ne nous laissons pas abuser par les déclarations rassurantes de la direction de ST, notamment M. Jean-Marc Chery, qui met en avant l'internet des objets ou la voiture connectée pour compenser l'arrêt de CPD. Si ST avait réellement l'intention d'aborder ces domaines avec quelques chances de succès, il faudrait en réalité embaucher massivement, au lieu de faire partir des centaines de salariés via un PDV. Ce serait d'ailleurs l'occasion d'embaucher des jeunes, et apporter ainsi de nouveaux talents et de nouvelles idées à l'entreprise.

En fait, il s'agit d'un remake de l'arrêt de ST-ERICSSON. Il faut rappeler qu'à l'époque, c'est la même direction qu'aujourd'hui qui avait assuré que l'arrêt de la téléphonie mobile serait compensé par le développement des Set-top box et de Imaging. On sait ce qu'il en fut.

Il est urgent d'opter pour une stratégie de développement industriel, financée au début par la réorientation des sommes considérables gaspillées par une politique hors de propos de versement des dividendes, et en utilisant les importantes capacités d'endettement de ST.

Au vu du bilan des dix dernières années, nous ne croyons pas en la capacité de la direction actuelle de mener une telle politique de développement industriel. Aussi il nous semble indispensable que ce changement de stratégie soit accompagné d'un changement complet de l'équipe dirigeante.

La CGT de STMicroelectronics demande à l'état français et à l'état italien d'intervenir pour :

- l'arrêt du plan actuel et le maintien des activités numériques « complexes »,
- changer le PDG, son équipe et la gouvernance de STMicroelectronics,
- exiger une stratégie à même d'assurer le développement de cette entreprise,
- réaffecter des dividendes à la R&D et à l'investissement industriel et social,

Les Etats français et italien ont un rôle important à jouer dans le développement de l'industrie de la microélectronique en France et en Europe, ils doivent intervenir de manière volontariste, à la fois en assurant des moyens, mais aussi en imposant une stratégie industrielle à la hauteur des nécessités, avec une direction renouvelée. Qui pourrait comprendre qu'en Europe il n'y ait pas d'industrie puissante des Semi-Conducteurs, qui travaille aussi sur les systèmes les plus complexes, vu son rôle pour l'ensemble de l'industrie ?

-